

# MÉTHODOLOGIE ET PRATIQUE DE L'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT

FRANÇOIS BÉDARIDA

*Directeur de recherche au CNRS, Secrétaire général du Comité International des Sciences Historiques, ancien directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, IHTP-Paris (1978-1990), François BÉDARIDA est spécialiste de l'histoire contemporaine de la France et de l'Angleterre. Il a récemment édité L'Histoire et le métier d'historien en France 1945-1995 (Paris, éd. Maison des Sciences de l'Homme, 1995).*

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, l'histoire du très contemporain était regardée avec suspicion. On continuait d'être tributaire de la ligne de partage tracée au XIX<sup>ème</sup> siècle sous l'influence de l'école positiviste, et institutionnalisée depuis lors entre l'histoire du temps présent et l'histoire tout court, alors que pendant des siècles avait prévalu la consubstantialité entre l'une et l'autre. La corporation des historiens, avec ses règles, ses canons et ses méthodes de travail, restait fidèle à l'enseignement des maîtres du siècle précédent.

De là, la division du travail communément admise : à l'historien l'investigation savante, patiente et en profondeur, sur le passé, au journaliste le champ de connaissance ondoyant de l'immédiateté. Au second de collationner l'information, de la disséquer, de l'ordonner, mais sans être en mesure de soumettre l'enchaînement des événements à une véritable analyse critique et encore moins à une grille d'interprétation, comme sait le faire le premier.

De cette défiance très répandue envers le temps présent, témoigne par exemple l'ouvrage classique de la collection «Clio», *L'époque contemporaine (1871-1919)*, paru en 1939 et rédigé par Pierre Renouvin, Edmond Préclin et Georges Hardy, où est affirmée dès la première ligne l'impossibilité de dresser un tableau satisfaisant de cette période - pourtant distante de quarante, cinquante ou même soixante ans -, puisque, écrivent les auteurs, *le travail de critique historique est à peine ébauché et les interprétations souvent dominées par les passions partisans et nationales*<sup>1</sup>. Dans *l'Apologie pour l'histoire*, Marc Bloch raconte que dans le lycée où il fut élève, au tournant du siècle, un de ses professeurs avait coutume de dire : *Depuis 1830, ce n'est plus de l'histoire, c'est de la politique*<sup>2</sup>. Dans le même esprit, lors d'une soutenance de thèse à l'École des Chartes, une doctorante qui avait cru bon de glisser quelques références au présent s'était vertement faite réprimandée par cette phrase définitive : *L'École des Chartes, sachez-le mademoiselle, est une école inactuelle.*

C'est une expérience similaire que j'ai eu à vivre lorsque le Premier Ministre et le CNRS ont décidé, en commun, en 1978, de fonder l'Institut d'Histoire du Temps Présent (I.H.T.P). Il s'agissait à la fois d'inciter la recherche historique française à s'attaquer au *très contemporain*, et d'affirmer la légitimité scientifique de cette tranche du passé, en démontrant à certains membres de la profession, plus ou moins sceptiques,

que l'enjeu était de vraiment faire de l'histoire et non du journalisme. Aujourd'hui, l'on peut considérer que la bataille est gagnée puisque ce champ historique est reconnu de plein droit comme un territoire de l'historien et qu'est admise sa valeur cognitive et heuristique.

Des ouvrages récents comme *Passés recomposés* et *Le Temps réfléchi* attestent qu'il y a là une nouveauté historiographique des années 1980, et que celle-ci constitue une étape significative dans la marche de la discipline<sup>3</sup>. C'est d'ailleurs ce que m'avait dit, avec sa chaleur coutumière, Ernest Labrousse au moment de la création de l'IHTP : *Cela marque une date dans l'historiographie française* (il avait jadis plaidé la même cause en publiant, dans *La Pensée*, un article intitulé *Peut-on faire de l'histoire à chaud* ?). Parallèlement, on peut voir là une preuve supplémentaire de ces mutations qui ont affecté le statut et le travail de l'historien, dont la place au sein de la cité est redevenue centrale.

Comme l'a écrit Fernand Braudel peu avant sa mort, *le métier d'historien a si profondément changé durant ce demi-siècle [1930-1980] que les images et les problèmes du passé se sont modifiés eux-mêmes de fond en comble. Forcément, ils se reposent mais en d'autres termes*<sup>4</sup>.

## Qu'est-ce que le temps présent ?

Avant de répondre à cette question, il convient de préciser un point de terminologie. Pourquoi a-t-on forgé, dans les années 1970, l'expression *histoire du temps présent*, à un moment où semblait s'instituer progressivement le terme concurrent d'*histoire immédiate* ? La raison, à mon sens, est à chercher dans le déficit de scientificité qui connotait ce dernier vocable, et ce en dépit d'une certaine audience auprès d'universitaires. Voilà pourquoi il n'a pas réussi, en fin de compte, à occuper le devant de la scène. A vrai dire, le terme traditionnel - et bien établi - était celui d'*histoire contemporaine*, lié de surcroît aux programmes d'enseignement dans le secondaire et le supérieur. Mais justement, en faisant commencer l'*histoire contemporaine* du monde à la Révolution française, au nom de l'idéologie démocratique et républicaine et de l'identité nationale, le terme perdait de plus en plus de son sens originel à mesure que la durée de cette histoire s'allongeait et que l'on était

séparé de près de deux siècles de 1789. Comment dès lors soutenir que nous étions les *contemporains* de Robespierre ou de Napoléon ? De là la substitution au terme foncièrement ambigu d'*histoire contemporaine* de l'expression *temps présent* qui s'est imposée en s'institutionnalisant.

Toutefois, on rencontre aussitôt une interrogation majeure : comment définir le présent ? Ne constitue-t-il pas un espace de temps minuscule, un simple point passager et furtif ? Sa caractéristique, en effet, est de disparaître au moment même où il commence à exister. Au sens strict, on ne peut faire de l'histoire du présent puisqu'il suffit d'en parler pour qu'on soit déjà dans le passé. Il s'avère donc nécessaire d'élargir cette donnée instantanée d'un présent qui se dérobe sous nos yeux afin de lui donner sens et contenu.

Ce qui pose la question du temps, dans toute son étendue, avec sa trilogie - passé, présent, futur. On connaît la célèbre interrogation de Saint-Augustin dans les *Confessions* : *Quid est tempus* ? Et le grand Africain de répondre : *Si personne ne me le demande, je sais ; mais si on me le demande et que je veuille l'expliquer, je ne sais plus*. Par cette approche empruntant à la psychologie, il en vient à définir le présent, en une formule fameuse, comme le lieu d'une temporalité élargie contenant la mémoire des choses passées et l'attente des choses futures : *Le présent du passé, c'est la mémoire ; le présent du présent, c'est la vision ; le présent du futur, c'est l'attente*<sup>5</sup>. En fait, de par son étymologie, le terme latin *visio* peut aussi se traduire par *regard*, *attention* : la *vision* devient alors notre espace d'expérience, notre champ d'observation et d'investigation. En d'autres termes, il n'y a de passé et d'avenir qu'à travers le présent. Remarquons que Reinhart Koselleck va dans le même sens lorsqu'il situe l'événement dans une tension entre deux catégories temporelles : l'espace d'expérience et l'horizon d'attente<sup>6</sup>. Si le passé n'est plus, le souvenir reste ; si le futur n'est pas encore, l'attente de l'avenir est là. Le présent est la transition de ce qui fut futur et qui devient passé.

Ainsi la définition du présent s'élargit-elle en comprenant un amont et un aval. La limite en aval est très simple : c'est le passage du présent à ce qui est en train de devenir passé, c'est à dire *aujourd'hui*, *l'immédiat*. Mais, c'est vers l'amont que le problème se situe, car les définitions n'y sont pas aussi claires et nettes qu'on pourrait le penser. Notre pratique à

l'IHTP a été de considérer comme *temps présent* le temps de l'expérience vécue. On revient par là au véritable sens du terme *histoire contemporaine*, à savoir l'expérience de la contemporanéité.

Il s'agit à vrai dire d'un champ mouvant, avec des périodisations plus ou moins extensibles, des approches variables, des décrochements successifs. Un champ caractérisé par le fait qu'il y a des témoins et une mémoire vivante - d'où le rôle spécifique de l'histoire orale. On ne saurait donc dire que le *temps présent* commence en 1914, en 1945 ou en 1989. Disons que, lieu d'une temporalité assez large, il désigne le passé proche, à la différence du passé lointain. Le problème est que la notion de proximité n'est pas définie. Lucien Febvre et M. Bloch ont toujours insisté sur la solidarité entre le présent et le passé : *Organiser le passé en fonction du présent : c'est ce que l'on pourrait nommer la fonction sociale de l'historien*, écrit L. Febvre ; *Comprendre le présent par le passé et surtout le passé par le présent* assure M. Bloch<sup>7</sup>. C'est pourquoi il convient que les historiens n'abandonnent pas ce passé proche aux autres sciences sociales, même s'il est tout à fait normal que des sociologues, des économistes, des politologues s'intéressent à cette tranche du passé et que des travaux y soient consacrés par des disciplines étrangères à l'histoire.

Dans la démarche de l'historien, le présent, qui nous assaille de tous côtés, a une prégnance qui a fait dire à M. Bloch que *l'érudit qui n'a le goût de regarder autour de lui ni les hommes, ni les choses, ni les événements [...] fera mieux de renoncer au nom d'historien*<sup>8</sup>. De la sorte, la dynamique de *l'histoire du temps présent* a une double vertu : d'une part, la réappropriation d'un champ historique, d'une tradition ancienne qui avait été délaissée<sup>9</sup>, et, d'autre part, la capacité d'engendrer une dialectique, ou plutôt une dialogique avec le passé (conformément à la formule bien connue de Benedetto Croce : *Toute histoire est contemporaine*)<sup>10</sup>.

Sur le plan scientifique, cela amène à redonner son plein sens à l'événement, aujourd'hui réhabilité après le discrédit dont avait été frappée l'histoire dite *événementielle* (encore que ni L. Febvre ni M. Bloch n'aient été hostiles à l'événement en lui-même). *L'événement* - qui dans le temps court se distingue par son caractère imprévisible, soudain, souvent irrationnel, de la *conjoncture*, terme d'économie

correspondant aux cycles et aux crises - est donc redevenu à la fois porteur et géniteur. Comme l'a écrit Edgar Morin, *toute explication qui élimine la surprise et l'incongruité de l'événement est une interprétation qui élimine l'information que devrait nous apporter l'événement*<sup>11</sup>. Témoignage significatif sur le danger de dévaluer l'événement : l'historien américain Robert Darnton, reconnaissant qu'il avait longtemps partagé les vues des *Annales* braudéliennes sur l'histoire *événementielle*<sup>12</sup>, note, dans son journal, après avoir assisté à la chute du mur de Berlin à l'automne 1989 : *Je dois admettre que jadis j'étais de ceux qui méprisaient l'événement. Mais quand j'ai été pris dans un flot d'événements révolutionnaires, je me suis trouvé moi-même à remettre en cause mes certitudes anciennes*<sup>13</sup>. Concluons sur ce point : non seulement une science historique du *temps présent* s'avère possible, mais il y a lieu de répondre ici à une «demande sociale». C'est le devoir de l'historien de ne pas laisser cette interprétation du monde contemporain à d'autres, que ce soient les médias et les journalistes (sans parler des propagandistes) ou bien les diverses sciences sociales.

#### Les objections à l'histoire du temps présent

Deux objections classiques ont longtemps régné sans partage pour condamner toute tentative de lecture scientifique du passé proche. D'abord la sacro-sainte notion de «recul», qui apparaissait comme le signe et le garant indispensable de l'objectivité. D'autant qu'un piège dérivé guettait le téméraire qui se serait aventuré vers les sables mouvants du présent : l'implication de l'historien dans son travail - une implication de nature à faire de lui le jouet des préjugés, des appétits et des passions. Mais est-il si nécessaire de disposer de recul pour être capable d'appréhender les phénomènes, d'en prendre la mesure, d'en déterminer le sens ? Si l'on prend un cas ancien, celui d'Edmund Burke, qui mieux que lui a discerné dès 1790 les enjeux fondamentaux de la Révolution française ? Sa lucidité n'en remontre-t-elle pas à bien des historiens ultérieurs ? D'autre part, s'il est sûr que l'historien se doit de lutter contre l'affect et les préjugés, comment échapper à toute subjectivité ? Ici le problème est le même pour les périodes reculées ou pour le présent. N'a-t-on pas vu naguère, lors du bicentenaire de la Révolution française, les controverses et les passions fleurir sur les

Au sens juridique, le témoin, qui atteste d'un fait dont il a eu directement connaissance, se place dans un cadre institutionnel, la justice, et dans un lieu, le tribunal. Il est donc acteur dans un procès, dans un litige ou une contestation, à la suite d'une violence faite au droit qu'il s'agit de réparer.

En un troisième sens, de nature philosophique et éthique, le témoin s'érige en porte-parole de la vérité. C'est cette fonction qui fait le plus souvent l'objet de désaccords et de contestations dans la confrontation témoins/historiens. Les premiers affirment en toute sincérité que ce qu'ils disent est la vérité. Il ne s'agit nullement de mettre en doute leur sincérité. Mais cette sincérité du témoin qui apporte sa caution est-elle vérité d'un savoir, ou la vérité d'une foi, ou les deux ? On voit alors de quelle manière le témoignage peut glisser dans l'univers du sacré et de l'absolu. C'est pourquoi il arrive parfois à des témoins d'être si catégoriques et si violents envers les historiens, même si ce sont par ailleurs des personnages aimables et courtois.

Allons plus loin. Le témoin n'entend pas simplement dire la vérité ; il veut la transmettre à un autre. Je me réfère ici à ce qu'a finement écrit Shoshana Felman à propos du film *Shoah : Porter témoignage, c'est toujours implicitement s'engager à répondre de la vérité, [...] Témoigner - devant un tribunal ou le Tribunal de l'Histoire et de l'Avenir, témoigner aussi bien devant un public de lecteurs ou de spectateurs - c'est plus que rapporter simplement un fait, un événement, plus que raconter ce qui a été vécu, ce qui a laissé une trace, ce dont on se souvient. La mémoire est ici convoquée pour requérir l'autre, pour affecter celui qui écoute, pour en appeler à une communauté [...] Témoigner, ce n'est donc pas seulement raconter, mais s'engager et engager son récit devant les autres : se faire responsable - par sa parole - de l'histoire ou de la vérité d'un événement*<sup>14</sup>.

A partir de là, un triple constat peut être établi. D'abord, le témoignage s'inscrit dans un réseau de discours, au carrefour de l'événement et du langage. Il y a donc un lien entre la réalité et le langage. En second lieu, en matière de temporalité, au lieu que le témoignage soit caractérisé par la contemporanéité, la distance temporelle avec les faits rapportés fait que le témoin se réfère à un passé. Le témoin devient alors un *témoignant*, porteur d'un discours et cherchant à donner sens, c'est à dire une interprétation aux faits

auxquels il a assisté. Le troisième constat est le plus important : le témoin ne décrit pas seulement ce qu'il a vu ou entendu, mais en voulant établir la vérité, il construit un discours porteur d'unité entre le témoignage des faits et le témoignage du sens.

### Histoire et vérité

Depuis la naissance de la discipline historique, un solide contrat a été passé entre l'historien et la vérité. Mais l'accent mis au lendemain de la guerre sur la subjectivité de l'historien sous l'influence de la phénoménologie et de l'existentialisme, puis, plus récemment, sur la fiction et la déconstruction sous l'action du post-structuralisme et du post-modernisme, a contribué à reléguer au second plan, voire à mettre en question, ce contrat de vérité.

Aujourd'hui, à mon sens, il est capital de réaffirmer très haut cette exigence de vérité, tout particulièrement en matière d'*histoire du temps présent*, dans la mesure où, quand on traite du passé récent, les certitudes du savoir sont moins établies et les responsabilités vis-à-vis de la société plus étendues. Ce qui requiert à la fois une grande ascèse et une grande ambition dans la démarche. Comme l'a écrit avec pertinence Roger Chartier, *l'historien a pour tâche de donner une connaissance appropriée, contrôlée de cette "population de morts", personnages, mentalités, prix, qui est son objet. Abandonner cette prétention, peut-être démesurée, mais fondatrice, serait laisser le champ libre à toutes les falsifications et à tous les faussaires*<sup>15</sup>. J'ai eu justement à m'occuper de «faussaires» - j'entends les *négationnistes*, ceux qui nient le génocide nazi. Là, il est nécessaire de réinstaurer la notion d'objectivité, et je rejoins Pierre-Vidal Naquet lorsqu'il soutient qu'*au lieu de mépriser les faits, il faut en venir à les dépasser*.

Paul Ricoeur a bien mis en lumière ce comportement de l'historien face à l'objet historique : *Une conviction robuste anime ici l'historien quoi que l'on dise du caractère sélectif de la collecte, de la conservation et de la consultation des documents, de leur rapport aux questions que pose l'historien, voire des implications idéologiques de toutes ces manoeuvres - le recours aux documents signale une ligne de partage entre histoire et fiction : à la différence du roman, les constructions de l'historien visent à être des reconstructions du passé. A travers*

les documents et au moyen de la preuve documentaire, l'historien est soumis à ce qui un jour fut. Et P. Ricoeur de conclure par une magnifique image : *Il a une dette à l'égard du passé, une dette de reconnaissance à l'égard des morts qui fait de lui un débiteur insolvable*<sup>16</sup>.

Sur cette ligne de partage entre histoire et fiction, notre intransigeance doit être absolue. Sans doute sommes-nous bien conscients de la place tenue par le mythe et la geste légendaire dans toutes les formes de la connaissance historique, que ce soit dans l'histoire du passé national, en histoire ouvrière ou en toute variété d'histoire militante. Mais ce qui est capital, c'est de maintenir la résistance du réel et de ne pas organiser le champ historique autour de la stratégie interprétative du postmodernisme qui voudrait qu'on se meuve dans un monde avant tout rhétorique. Défendons ce principe de base très simple : l'histoire est fondée sur l'idée qu'il existe une réalité extérieure dans le monde et que celle-ci est susceptible d'être rendue intelligible. Cette réalité détient un degré d'autonomie qui est à la base de la connaissance du passé. C'est ce réel qui est signe d'altérité. L'historien n'est pas un faiseur d'illusions.

Dans la république du savoir, trois notions sont à maintenir coûte que coûte : l'extériorité du réel, l'objectivité, la vérité. Tout en sachant que l'objectivité absolue nous est inaccessible. Tout en reconnaissant qu'on n'atteint que des vérités partielles et limitées, mais non la vérité globale et absolue. C'est à travers cette quête d'objectivité et cette conquête de vérités temporaires que nous avons à exercer notre métier d'historien. Voilà pourquoi j'avais choisi, pour illustrer la couverture de l'ouvrage sur *L'Histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, une belle peinture de Le Brun, conservée au château de Vaux-le-Vicomte, dans le salon des muses, représentant Clio entourée de deux autres figures allégoriques : la Prudence et la Fidélité.

FRANÇOIS BÉDARIDA

## NOTES

<sup>1</sup> Cité par BÉDARIDA (François), dir., *L'Histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1995, p.75.

<sup>2</sup> BLOCH (Marc), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, A. Colin, 1949, p.10

<sup>3</sup> *Passés recomposés : champs et chantiers de l'histoire*, BOUTIER (Jean) et JULIA (Dominique) (dir.), *Autrement*, n°150-151, 1995, 349 p. ; *Le Temps réfléchi : l'histoire au risque des historiens*, *Espace-Temps*, n° 59/60/61, 1995, 247 p.

<sup>4</sup> BRAUDEL (Fernand), *L'identité de la France*, Paris, Arthaud-Flammarion, 1988, tome I, Introduction, p.11.

<sup>5</sup> SAINT-AUGUSTIN, *Confessions*, livre XI, XIV, XX, trad. Garnier-Flammarion.

<sup>6</sup> KOSELLECK (Reinhart), *Le Futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques* ; trad. de l'allemand par J. et M. Cl. Hooek, Paris, EHESS, 1990, 334 p., (Recherches d'histoire et de sciences sociales, 44).

<sup>7</sup> FEBVRE (Lucien), *Combats pour l'histoire*, Paris, A. Colin, 1953, p. 428 et 436; BLOCH (Marc), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, op. cit., pp. 11-16.

<sup>8</sup> BLOCH (Marc), *ibid*, pp.11-16.

<sup>9</sup> RÉMOND (René), «Plaidoyer pour une histoire délaissée», in *Revue Française de Science Politique*, VII, 2, 1959, pp. 253-270.

<sup>10</sup> CROCE (Benedetto), *Histoire comme pensée et comme action*, Paris, Droz, 1968, 292 p., (Travaux d'histoire éthico-politique, 18).

<sup>11</sup> MORIN (Edgar), LEFORT (Claude), CASTORIADIS (Cornélius), *Mai 68 : la brèche*, Rééd. Bruxelles, éd. Complexe, 1988, p. 276.

<sup>12</sup> A cet égard, autant les Annales des années 1930 avaient été en prise sur le présent, constamment attentives au devenir du monde et aux évolutions en cours, autant l'indifférence à l'égard du contemporain a caractérisé les années 1950-1970.

<sup>13</sup> DARNTON (Robert), *Berlin Journal 1989-1990*, New York, W.W Norton, 1991, p. 10.

<sup>14</sup> FELMAN (Shoshana), «A l'âge du témoignage: Shoah de Claude Lanzmann», in *Au sujet de la Shoah*, Paris, Belin, 1990, pp. 55-56.

<sup>15</sup> *Le Monde*, 18 Mars 1993.

<sup>16</sup> RICOEUR (Paul), *Temps et récit*, Paris, Le Seuil, 1983, 336 p., (L'Ordre Philosophique).